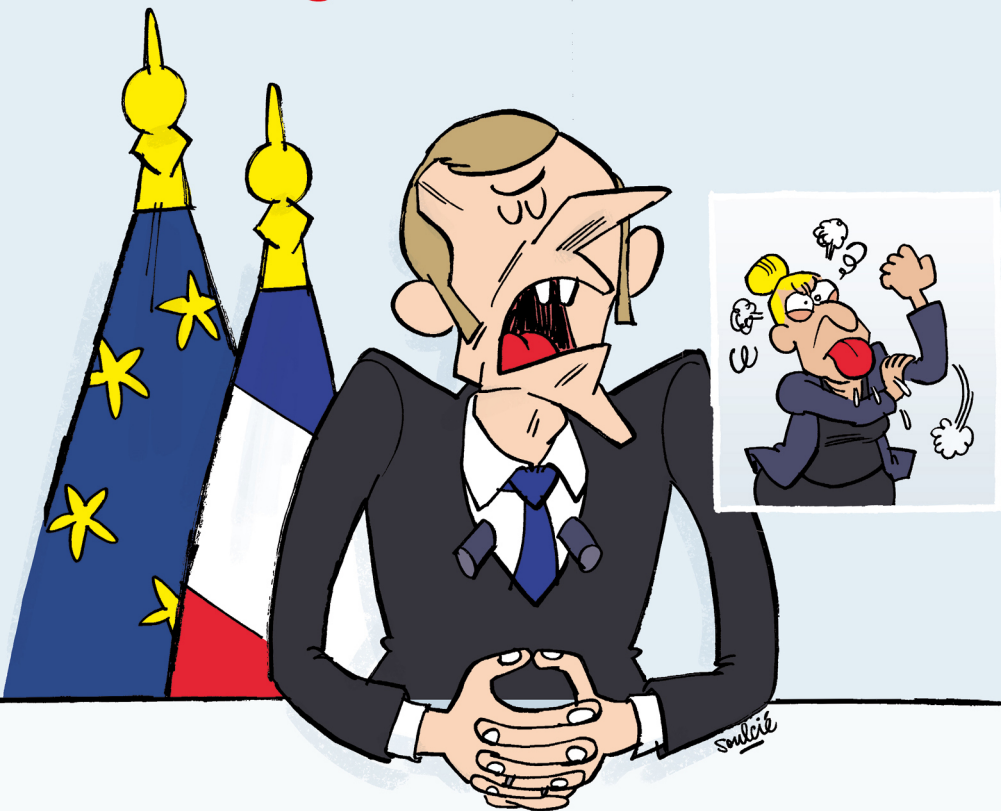


Joseph Confavreux . Laura Raim

« QU'ILS VIENNENT ME CHERCHER »

Citations présidentielles
à l'usage des Gaulois réfractaires



SEUIL

« QU'ILS VIENNENT ME CHERCHER »

**Citations présidentielles
à l'usage des Gaulois réfractaires**

Joseph Confavreux et Laura Raim

**« QU’ILS VIENNENT
ME CHERCHER »**

**Citations présidentielles
à l’usage des Gaulois réfractaires**

Dessins de Thibaut Soulié

SEUIL

ISBN 978-2-02-146411-5

© Éditions du Seuil, mars 2021,
pour l'introduction, la composition de ce volume et les dessins

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com



Soulié

Préface

Un quinquennat dure 1 826 jours et Emmanuel Macron a décidé de rejouer les 1 001 nuits. Celui qui reconnaît dans un sourire qu'il peut « tout à fait être Shéhérazade » mise en effet avant tout sur son verbe pour s'accorder encore plusieurs nuitées à l'Élysée.

Si l'actuel locataire de l'Élysée s'est positionné contre la « présidence bavarde » de son prédécesseur, adepte des anecdotes, des petites phrases et des confidences journalistiques, ce contre-pied ne signifie donc pas une présidence muette. Tout au contraire.

Macron se voit assurément comme un « maître des mots », dicit *Le Figaro*. À la fin du discours qu'il a tenu à Ouagadougou le 28 novembre 2017, il a dit à son auditoire : « Je suis fier que la langue dans laquelle je suis né, à laquelle je dois tout, la langue dans laquelle on m'a fait grandir, par laquelle je peux convaincre, la langue par laquelle quelqu'un comme moi qui vient d'une famille de province peut devenir président de la République française parce qu'il apporte des arguments et des émotions à d'autres qui à un moment le suivent, ce soit aussi votre langue. » Une

façon de ne pas figer la langue française dans des frontières hexagonales, mais aussi d'avouer que c'est par le langage qu'il est devenu président de la République. Et qu'il entend le rester.

L'actuel président a fait en effet de la parole et de la rhétorique plus que le véhicule d'expression d'une politique : un véritable instrument de gouvernement. Surgit, avec les Gilets jaunes, un mouvement social d'ampleur et de nature inédites dans la France d'après-guerre, il répond en organisant un tout aussi inédit « Grand Débat ». Débute une crise sanitaire qui met le pays quasiment à l'arrêt et confine les deux tiers de la population, il enchaîne les discours solennels, davantage suivis que la finale de la Coupe du monde 1998. Survient une forte mobilisation contre les violences policières, il relève le défi d'une interview de plus de 2 h 30 dans le jeune média en ligne Brut, connu pour sa couverture des mouvements sociaux, face à Rémy Buisine, lui-même violenté par les forces de l'ordre quelques jours plus tôt. Il s'agit certes, dans le premier cas, plus de monologue que de dialogue et d'une redistribution de la parole sans redistribution du pouvoir, comme l'analyse le politiste Laurent Jeanpierre¹. Il s'agit certes, dans le second, de promettre, devant un public captif, de se « réinventer » sans jamais envisager de toucher aux fondamentaux de sa politique. Il s'agit certes, dans le troisième, d'accepter l'usage de termes qu'il se refusait à employer, mais en réduisant la portée de ses concessions et en infantilisant la position de son adversaire du jour (« Il y a des violences policières si ça vous fait plaisir que je le dise, on ne va pas jouer à "ni oui ni non" ») Mais, quoi qu'il

en soit, Emmanuel Macron pense pouvoir tout affronter et tout régler par la puissance de son discours.

D'abord, parce qu'il se met en scène en « président de la parole », tenant la dragée haute à Donald Trump ou réprimandant un adolescent insolent, et capable de répondre, pendant le « Grand Débat », aussi bien à une assemblée de paysans et d'ouvriers qu'à un panel d'intellectuels, dans une retransmission diffusée en direct sur France Culture durant huit heures d'affilée.

Mais surtout, parce que, comme il le répète sans cesse depuis le début de son quinquennat, il prétend dire ce qu'il fait et faire ce qu'il dit. Ce mantra dessine une présidence performative où toute l'attention doit se porter sur les mots du président.

Langue de bois et parler cash

De cette importance du langage comme instrument politique découle l'affirmation que lui nomme véritablement les choses. Dans sa bouche reviennent ainsi sans arrêt ces opérateurs linguistiques : « pardon de vous le dire », « que ça vous plaise ou non », « je veux ici être très clair »...

Et lorsque, quelques mois après avoir été élu et s'être imposé une période sans prise de parole publique, il défend l'utilisation du mot « bordel » face à des salariés en colère de GM & S, il le fait en ces termes : « Je n'ai pas cherché à humilier. Je continuerai à dire les choses. J'assume totalement ce qui a été dit. » Et insiste : « J'ai toujours essayé de dire les choses et de m'approcher d'une forme de vérité. Donc, je nomme. Nos

élites politiques se sont habituées à ne plus dire les choses.» Un prétendu franc-parler mis en scène à intervalles réguliers, y compris pour une diffusion via les réseaux sociaux, comme l'a rappelé l'épisode de la vidéo où il affirmait qu'on « met un pognon de dingue dans les minimas sociaux ».

En réalité, ces séquences de « parler-vrai » sont davantage l'exception que la règle. Les expressions bravaches, telles que « je vous le dis clairement », sont le plus souvent suivies des sempiternels éléments de langage que nous servent les gouvernements depuis trente ans sur la « nécessité » de « réduire le coût du travail », de « réduire la pression fiscale qui pèse sur notre économie » et « libérer les freins de la croissance des entreprises ». Car c'est bien connu, « si l'on veut partager le gâteau, la première condition est qu'il y ait un gâteau ». D'où le souci de choyer « ceux qui risquent, qui osent, qui entreprennent ». Le tout enrobé dans d'interminables platitudes quant à l'impératif très général d'« être justes » et d'« être solidaires », en recourant à une langue de bois destinée à noyer le poisson néolibéral dans une bouillie tiède brassant des valeurs consensuelles comme « la démocratie », « l'efficacité », « l'unité », « l'humanité », « l'universel », « la liberté » et « la république ». Qui, en effet, s'opposerait au « rééquilibrage des territoires », à ce que le pays « se dote d'un budget sincère, efficace et ambitieux » et à ce que « l'école retrouve sa place et la transmission sa dignité » ?

Curieusement celui qui prétend avoir « le courage de la vérité » ne cesse de fuir devant certains mots jugés trop tranchants : il ne faut pas dire que StopCovid « est un échec »

mais que « ça n'a pas marché » ; « Je n'aime pas ce terme de décrocheurs » ; « Il ne faut pas dire que [le chlordécone] est cancérigène » ; « Je n'adore pas ce terme de pénibilité »... Ces refus visent le plus souvent à euphémiser la violence sociale et à nier les réalités qui le dérangent (« Ne parlez pas de répression, de violences policières, ces mots sont inacceptables dans un État de droit »). Mais ils lui permettent parfois aussi de faire passer des offensives très concrètes contre l'État social pour de simples préférences sémantiques. Lorsqu'il confie « je n'aime pas ce terme de modèle social² », personne n'est dupe : ce n'est pas le terme qui ne lui plaît pas, c'est la réalité qu'il désigne.

Ces rappels à l'ordre racontent en tout cas l'attention portée à la langue par un homme qui se rêvait écrivain, a épousé sa professeure de lettres et fait des études littéraires poussées avant de devenir énarque.

Balzac et Booba

Emmanuel Macron est sans doute le président de la V^e République qui, avec François Mitterrand, et Georges Pompidou dans une moindre mesure, porte le plus d'attention au choix des mots, mais contrairement à ses prédécesseurs, il parle plusieurs langues : celle de Balzac, celle de Booba, celle du business...

Une glossolalie qui peut verser dans la logorrhée et le solipsisme, pour parler comme lui. Une tchathe pas loin

du nawak et du mode *selfie*, pour parler toujours comme lui. Une agilité proche du *bullshit* et du *show off*, pour parler encore comme lui.

Emmanuel Macron ne cesse en effet de creuser ces trois sillons linguistiques : le vocabulaire soutenu, fait de locutions latines, de mots rares, d'érudition khâgneuse et d'expressions désuètes ; le lexique familier, jeune, voire argotique ; et le sabir venu du monde anglo-saxon et de l'entreprise. Ces trois langues principales ont toutes pour but de casser une image de technocrate, d'énarque et de politicien classique, afin de se présenter comme un personnage hors système, alors qu'il est un pur produit de l'élitisme républicain. Comme un adepte de la « pensée complexe » et de l'enracinement, quand il est plus proche d'être un *raider* adepte des LBO, considérant que la « pénibilité » concerne d'abord les entreprises et non les salariés.

Cette recherche de profondeur, voire de tradition, passe par un goût prononcé pour la citation des grands auteurs : Jankélévitch, Platon, Kant, Hegel, Machiavel, mais aussi Mauriac, Stendhal, Giono, Gide, Hugo, Giraudoux, Flaubert, Quignard... Les références philosophiques et littéraires utilisées par Emmanuel Macron aux détours de ses entretiens ou de son livre *Révolution*³ sont aussi nombreuses que variées.

Et rares sont en effet les membres du personnel politique capables de dire quelques vers des *Feuillets d'Hypnos* de René Char devant 6 000 personnes lors d'un meeting, comme il le fit à Lyon pendant la campagne, ou de discuter de la notion

de temporalité « dans la pensée de Heidegger, où l'accent est mis sur le futur au travers de l'être-pour-la-mort et du statut donné au Souci⁴ ».

Mais parce qu'un candidat, puis un président, ne saurait donner une image trop élitiste, à la façon dont François Mitterrand a pu le faire, Emmanuel Macron s'emploie à parsemer ses propos d'expressions courantes, voire graveleuses, à la manière d'un Jacques Chirac. Lorsqu'un jeune l'interpelle sur son inaction en matière d'écologie, il lui dit : « Vous m'avez fait un énorme tacle par-derrrière en disant que je ne fais que des hashtags (...). Je vais quand même défendre ma cause et mon bout de gras. » Quand un président d'exécutif local demande une contribution financière accrue de l'État, il répond : « Quand on est cocu, on ne paie pas la chambre⁵. »

Sa manière de convoquer la « grammaire des affaires » – une expression qu'il affectionne particulièrement – et des anglicismes propres à la « pensée McKinsey » pour décrire son action (*disruption, helpers, bottom-up*) relève, elle aussi, d'une volonté de se démarquer du vieux monde politique qui connaît souvent mal la langue de Shakespeare, et encore moins celle de la *City*.

Ce langage pro-business et techno-béat, valorisant « l'hyper-innovation » et « l'agilité », selon la doctrine du « consensus de la Silicon Valley », vise avant tout à reprendre les vieilles recettes du consensus de Washington de 1989, fait de baisses d'impôts sur le capital et d'allègement des « charges » sociales pour les entreprises. Mais il modèle aussi la pratique du pouvoir d'Emmanuel Macron, transformant, ainsi qu'il l'avait fait pour le château de Versailles, devenu

pôle d'attraction pour CEO dans le cadre de l'opération « *Choose France* », le palais de l'Élysée en bureau de PDG de la « start up nation », comme lorsque Macron explique à CNN: « Mon pays doit être réformé. J'ai un taux de chômage de 10 %. J'ai presque 25 % de mes jeunes au chômage. »

Caméléon et triangulation

Cette indéniable habileté d'Emmanuel Macron à manier différentes langues est le propre d'une pensée *patchwork*, fruit de sa formation à la fois classique et moderne et de son passage par l'ENA et la banque d'affaires. Il aime butiner et le revendique depuis longtemps. En 2000, dans un numéro du *Magazine littéraire* consacré à son mentor, le penseur Paul Ricoeur, il disait déjà: « Philosopher signifie alors peut-être savoir s'aventurer dans tous les paysages de la philosophie (que certains voudraient séparer par des gouffres), mais aussi se risquer dans d'autres contrées, étrangères, qui ne sont pas la philosophie et peuvent lui résister. » Ce choix de puiser à diverses sources ne relève toutefois pas d'un plaisir de glaner. Le fait de parler plusieurs langues constitue plutôt un redoutable outil, central dans la façon qu'a Macron de faire de la politique.

Cette capacité à naviguer d'une langue à l'autre lui permet, en premier lieu, de se faire caméléon et de s'adapter à son auditoire, employant aussi bien une syntaxe simple et une langue terre à terre qu'un style suranné et ampoulé, autant la langue épique du pouvoir jupitérien que celle du management. Macron à l'Élysée ressemble, sur ce plan, au Macron de chez

Rothschild, qui, en 2015 au *Wall Street Journal*, expliquait son succès fulgurant dans la banque d'affaires, en ces termes: « Vous êtes une sorte de prostitué. La séduction, c'est votre métier. »

Sur France Culture, Emmanuel Macron déclare ainsi que le capitalisme contemporain « est en train d'écraser toute forme de valeur sur la valeur monétaire. Et ça devient un capitalisme de puissants qu'on n'arrive plus à réguler ». Mais, dans *Les Échos*, cela donne: « Il faut des jeunes qui aient envie de devenir milliardaires. » Devant l'Organisation internationale du travail, il explique que « quelque chose ne fonctionne plus dans ce capitalisme qui profite de plus en plus à quelques-uns ». Sur TF1, cela devient: « Si on commence à jeter des cailloux sur les premiers de cordée, c'est toute la cordée qui dégringole. »

Au-delà de cet usage classique de la rhétorique, cette capacité de mobiliser différents registres de compréhension du monde souvent étanches, d'allier des façons de raisonner et de parler parfois contradictoires, lui a permis de passer maître dans l'art de la triangulation: une nécessité pour un homme sans parti ni doctrine.

Cette technique, consistant à faire siens les références et les mots de ses concurrents, est devenue sa marque de fabrique depuis sa campagne présidentielle. Il affirme ainsi que « Jean Jaurès était un homme qui aimait la liberté beaucoup plus que ceux qui le citent à loisir aujourd'hui. C'était à ce titre un défenseur de l'entrepreneur ». Une fois qu'éclate l'affaire Fillon, il chasse les voix sur sa droite en dégainant la « tolérance zéro » en matière sécuritaire (un concept forgé par le faucon Rudy Giuliani, ex-maire de New York et soutien de Donald Trump) ou en rejetant le « multiculturalisme ».

Entre les deux tours, il dépeint le Front national comme l'« anti-France », emprunt étrange à la rhétorique de l'extrême droite, et en appelle aux « sans-grades », comme Jean-Marie Le Pen en 2002, tout en revendiquant à chaque instant son « patriotisme » contre le « nationalisme », au moment même où Marine Le Pen cherche à opposer le camp des « patriotes » et celui des « mondialistes ».

Depuis, il poursuit cette opération à la fois langagière et politique, s'appropriant les « Jours heureux » – le titre initial du programme du Conseil national de la Résistance – ou reprenant à son compte un vocabulaire cher à la droite pour impulser un projet de loi contre le « séparatisme ». Le principe est double : continuer d'approvisionner son arsenal politique en dévalisant les rayons de ses adversaires potentiels, et désamorcer les armes de ses opposants, comme lorsqu'il dit espérer « retrouver dès que possible les 1^{er} Mai joyeux, chamailleurs parfois, qui font notre Nation ».

Toutefois, réduire l'usage du langage par Emmanuel Macron à la construction (ou la déconstruction) d'une image, à un outil rhétorique, voire à une stratégie politicienne, manquerait la manière dont la langue est pour lui le vecteur essentiel de la production d'une idéologie. Celle-ci pourrait se décrire comme un « libéralisme autoritaire », dont Macron est sans doute l'incarnation chimiquement pure. Ce style politique, qui domine aujourd'hui les démocraties occidentales, se traduit par le raidissement d'un ordre économique qui ne peut se perpétuer qu'en faisant appel à la force brute, tant il est rejeté par le corps social, mais qui continue d'afficher les atours de la démocratie, du dialogue et du libéralisme.

Dialogue et LBD

Ce syntagme de « libéralisme autoritaire » ressemble à première vue à un oxymore, le libéralisme aimant à s'afficher comme un rempart démocratique et « bienveillant » aux totalitarismes, un pouvoir de type pastoral : celui du berger qui « veille bien » sur son troupeau. Oxymore qui pourrait d'ailleurs plaire à Emmanuel Macron, adepte du « en même temps⁶ » permettant de faire tenir ensemble, par le langage, ce qui demeure incompatible dans la réalité : « humanisme et fermeté » ; « gauche et droite » ; « croissance et transition environnementale et climatique »...

Il faut pourtant aussi l'envisager aujourd'hui comme un pléonasmе, ainsi que l'a montré le philosophe Grégoire Chamayou, qui en a fait la généalogie en soulignant que cela « ne signifie pas que les deux, libéralisme économique et doctrine de l'État total autoritaire, soient identiques, ni que l'écart qui sépare leur vision du monde soit factice ou négligeable. Que la transcendance de l'État libéral en État total autoritaire soit possible, et que, sans être nécessaire, ce phénomène ne soit pas accidentel, ne permet pas d'en conclure que le libéralisme serait par essence un cryptofascisme, ni que le fascisme serait la simple continuation de l'économie libérale par d'autres moyens idéologiques⁷ ».

De fait, dans un contexte où la main gauche et sociale de l'État se retire, le « nouveau libéralisme » dont Emmanuel Macron est l'héritier se manifeste par un recours accru à la main droite et policière du pouvoir. Mais aussi répressive

que soit sa réponse aux mouvements sociaux, Macron continue de promettre « la révolution démocratique » et de se présenter comme l'homme qui jamais ne rompra l'échange. Comme l'a indiqué Grégoire Chamayou, la contre-offensive du néolibéralisme face aux mouvements de contestation des années 1970 est déjà passée par cette arme troublante : le dialogue. Le chercheur parle même de « la production de la dialogie dominante » comme une façon de contourner le rejet de l'idéologie dominante, sachant qu'il n'y avait « en dialoguant, aucune volonté de négocier ». Il s'agit plutôt, écrit-il, de « faire passer une ligne de démarcation entre ceux qui sont prêts à dialoguer et les autres ». Alors, la répression « pourra d'autant plus aisément s'abattre sur ceux qu'on aura ainsi présentés comme étant hors du logos », c'est-à-dire comme appartenant au monde des barbares, littéralement ceux qui parlent par borborygmes.

Emmanuel Macron est le strict continuateur de cette injonction au débat pseudo-démocratique comme manière de clore la discussion de fond. « Je crois qu'aujourd'hui la place doit être au débat, à la réponse démocratique, et elle sera ensuite dans les urnes. Mais nous ne pouvons pas être dans une démocratie de l'émeute », déclarait-il ainsi à des élus après le soulèvement des Gilets jaunes, quelques semaines avant que son gouvernement ne dégage le 49-3 pour faire adopter le projet de réforme des retraites.

Comme il ne saurait jamais être question de dévier du « cap » des « transformations nécessaires » ni de « céder » à « l'immobilisme », aux « démagogues » ou à « l'émotion »,

OUVRAGES DE JOSEPH CONFAVREUX

La France invisible
(Codirection)
La Découverte, 2006

Le Fond de l'air est jaune
(Coordination)
Seuil, 2019

Une décolonisation au présent.
Kanaky-Nouvelle-Calédonie : notre présent, notre avenir
La Découverte, 2020

OUVRAGES DE THIBAUT SOULCIÉ

Avec Renaud Dély

Macronarchie
2019, Glénat

Avec Jorge Bernstein

Basse-cour baston
2019, Rouquemoute

Homopoliticus
Fluide glacial, 2020

Les Supères
Fluide glacial, 2020